

الأممي

l'internationaliste

el-oumami

organe du parti communiste international en Algérie



PUBLICATION MENSUELLE - 4 ANNÉE - AVRIL 1982 - N°24 - 4FF - 3 DA

UGTA

Le congrès de la normalisation



L'Amicale frappe à Belfort

Pour un syndicalisme de classe indépendant de l'Etat bourgeois

Le 6ème congrès de l'UGTA aura été une date d'une extrême importance dans la vie syndicale en Algérie. L'offensive politico-syndicale du FLN visant à reprendre en mains les structures de l'UGTA qui lui échappaient vient d'atteindre son point fort. Les velléités d'autonomisation relative de l'ancienne bureaucratie syndicale cesseront désormais de préoccuper la direction du FLN. Celle-ci n'y est pas allée par quatre chemins: l'ancienne direction syndicale Debbih-Boudina a été purement et simplement écartée au profit d'une autre jugée plus docile.

La reprise en mains de l'UGTA par l'appareil central du FLN et les méthodes employées par celui-ci pour réaliser ses objectifs viennent montrer, s'il en est encore besoin, que la bourgeoisie algérienne n'est pas prête à payer le prix d'une autonomisation même relative de la bureaucratie syndicale qui risque, comme l'a si bien montré l'exemple de la Tunisie, de prêter le flanc à certains détachements de la classe ouvrière qui profiteraient du minimum de vie syndicale ainsi crée pour déborder le cadre du «dialogue» et de la «concertation» et avancer leurs revendications de classe en employant les méthodes de la lutte directe (grèves, occupations, auto-défense, appel à la solidarité ouvrière, etc.). Il n'est pas étonnant, par exemple, de voir que des groupes de travailleurs combattifs n'ont pas hésité à s'engouffrer dans les brèches ouvertes par le 5ème congrès de l'UGTA d'avril 1978 : utilisation des AG pour poser les problèmes socio-professionnels, prise de contacts et circulation d'un minimum d'informations à travers les structures verticales de certaines fédérations syndicales etc.

Que conclure dans ces conditions? Les travailleurs conscients doivent-ils s'opposer à la normalisation de l'UGTA au nom des maigres «acquis» de la «démocratie syndicale» inaugurée par le 5ème congrès? Doivent-ils défendre l'ancienne direction syndicale Debbih-Boudina contre la nouvelle direction? Doivent-ils faire un «front uni» avec les pagistes contre les fractions droitières du FLN? La normalisation de l'UGTA ne nous laisse pas indifférents. Mais ce n'est pas parce que nous avons affaire à un mal que nous devons appeler les travailleurs à réclamer un «moindre mal» sous prétexte qu'il n'existe pas un fort mouvement ouvrier organisé sur des bases de classe. Certes, la lutte de classes en Algérie n'a pas encore atteint le degré de développement et de maturation qui permette de dégager des avant-gardes capables de poser et de commencer à résoudre pratiquement la question de l'organisation du prolétariat indépendamment des structures officielles comme cela s'est passé en Pologne avant le coup d'Etat militaire du 13 décembre 1981 (1). Mais pour favoriser cette organisation le jour où les conditions objectives seront mûres et pour lui débayer le terrain dès aujourd'hui, les travailleurs les plus conscients doivent éviter les fausses solutions et les pièges des agents de la collaboration de classes qui préfèrent capituler devant le FLN sans même livrer bataille comme cela est arrivé à EL-Hadjar (2) plutôt que de remettre en question la sacrosainte «alliance des forces patriotiques et progressistes» à laquelle ils demeurent par-dessus tout attachés.

C'est parce que dans la lutte quotidienne pour la satisfaction de leurs revendications de classe, les travailleurs se heurteront toujours plus à la répression bourgeoise et au mur de la bureaucratie syndicale que leurs avant-gardes commenceront à se poser la question de l'organisation syndicale sur des bases de classe, indépendamment de l'Etat

bourgeois. La multiplication des luttes ouvrières dans la période actuelle en Algérie ne peut pas ne pas s'accompagner de tentatives d'organisation ouvrière. C'est déjà arrivé par exemple à la DCL (DNC) d'Alger. Cette expérience s'est soldée par un échec dans la mesure où l'Etat bourgeois a réussi à démanteler la structure autonome en emprisonnant les ouvriers d'avant-garde qui sont actuellement détenus à la prison de Lambèse. Mais les leçons de ce genre d'expérience serviront sans aucun doute à d'autres travailleurs si elles sont répercutées et expliquées comme elles le méritent.

C'est donc en s'appuyant sur les luttes qui éclatent sur la base des revendications légitimes que les travailleurs conscients pourront faire face à l'offensive du FLN dans les entreprises. Toute autre perspective, notamment celle des trotskystes qui consiste à appeler les travailleurs à se trainer à la remorque des réformistes du PAGS, ne fera que retarder la prise de conscience des travailleurs combattifs de la nécessité de ne compter que sur eux-mêmes pour s'organiser afin de relever le défi de la bourgeoisie. Certes, les pagistes sont seuls à disposer aujourd'hui d'une force organisée dans les entreprises face au FLN. Mais cela ne peut constituer une raison pour pousser les travailleurs combattifs à leur déléguer le droit de riposter à leur place à l'offensive du FLN. Et même si les pagistes réussissent à canaliser les éventuelles réactions ouvrières qui vont se manifester dans les entreprises, ils les ramèneront en fin de compte sur le terrain de la «bataille de la production et de la gestion» c'est-à-dire sur un terrain qui arrange bien la bourgeoisie et son Etat.

L'offensive politico-syndicale du FLN qui a culminé dans le 6ème congrès de l'UGTA pose plus que jamais la question de la nécessaire mobilisation des travailleurs pour faire face aux attaques que prépare l'Etat bourgeois à travers son projet de restructuration des entreprises. La mobilisation des travailleurs n'a pas été entamée par l'intimidation et la répression bourgeoises mais elle s'est faite malheureusement jusqu'ici en rangs dispersés. Lors de l'intervention violente de Darak-El-Watani contre les grévistes de la Sonatrach de Béni-Mérad et d'Arzew, la bureaucratie syndicale n'a même pas jugé opportun d'informer les autres travailleurs sur ce qui s'est passé et elle ne pouvait le faire de par sa nature et sa fonction anti-prolétarienne. Seuls quelques syndicalistes courageux ont eu le mérite de le faire malgré les risques qu'ils couraient, en profitant de la tenue de certaines assemblées de fédérations syndicales. Il va sans dire donc que la construction de l'unité d'action des travailleurs passe nécessairement par la prise en charge de certaines tâches élémentaires comme celle qui consiste à briser le mur du silence et de l'isolement qui entoure les luttes ouvrières.

C'est sur les épaules des travailleurs les plus conscients de leurs intérêts de classe que pèsera l'accomplissement de ces tâches. Confier, en effet, ces tâches aux agents de la collaboration de classes ou compter un seul instant sur les bureaucrates syndicaux pour les accomplir équivaut pratiquement à les saboter. Il doit cependant être clair que, malgré tout cela, nous n'appelons pas les travailleurs combattifs à désertier les rangs de l'UGTA. Celle-ci encadre pratiquement le tiers des trois millions de salariés en Algérie. Déser-

(suite page 3)

UGTA: le congrès de la normalisation

Le 6ème congrès de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) s'est déroulé à Alger du 5 au 9 avril sous le signe de la réorganisation des structures syndicales. La reprise en mains de la Centrale par l'appareil du FLN s'est traduite concrètement par l'éviction de l'ancienne direction Debbih-Boudina et son remplacement par un nouveau «conseil

national» de 123 membres à la botte du secrétariat permanent du comité central du FLN dirigé par Chérif Messaâdia. L'ancienne direction syndicale a été jugée incapable de canaliser et de prévenir les luttes ouvrières et a été accusée d'avoir permis à de éléments non-adhérents au FLN de noyauter les structures syndicales. Par les décisions sur lesquelles il a

débouché, le 6ème congrès de l'UGTA aura sans aucun doute des répercussions importantes sur la vie syndicale en Algérie. Il s'agit pour nous de bien les cerner afin de mieux préciser les orientations, les objectifs et les méthodes de classe qu'il est plus que jamais urgent de mettre en avant à l'étape actuelle en Algérie.

L'enjeu du 6ème congrès de l'UGTA

Le 6ème congrès de l'UGTA s'est déroulé à un moment où l'appareil du FLN a décidé de prendre en mains les structures périphériques des «organisations de masse» qui lui échappaient jusqu'ici. C'est en décembre 1980 que la direction du FLN a lancé son offensive tous azimuts en mettant en pratique l'article 120 du FLN qui stipule que tous les cadres des «organisations de masse» doivent appartenir au FLN. Dans le cadre de cette offensive, la direction du FLN n'a pas attendu le 6ème congrès de l'UGTA pour se lancer dans la restructuration de la Centrale Syndicale. C'est dire donc que le 6ème congrès de l'UGTA ne constitue qu'un épisode - important il est vrai - dans l'offensive de l'appareil du FLN visant à remettre au pas la Centrale syndicale. En effet, avant même la tenue de ce congrès, de nombreuses sections syndicales ont été dissoutes,

plusieurs unions territoriales, dont celle d'Alger-Centre (UTAC), démantelées, sans parler de la suspension arbitraire des secrétaires «gênants», du licenciement et des arrestations des travailleurs combatifs dans plusieurs secteurs (métallurgie, énergie, santé).

Pourquoi, se demanderont des travailleurs, l'Etat bourgeois éprouve-t-il le besoin de reprendre en main, par FLN interposé, les structures syndicales de l'UGTA alors qu'il est généralement admis que celle-ci ne défend pas les travailleurs et n'a jamais prétendu se poser face à l'Etat et aux directions d'entreprises en tant que représentant des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière? Pour saisir l'enjeu du 6ème congrès de l'UGTA et de l'offensive politico-syndicale du FLN, il est nécessaire de revenir à la période qui a été inaugurée par le 5ème congrès de l'UGTA en avril 1978. La recrudescence des luttes ouvrières de l'été 1977 avait amené le

régime de Boumédiène à chercher à doter l'UGTA d'une direction syndicale crédible aux yeux des travailleurs, une direction et des structures syndicales capables de prévenir ou du moins canaliser les luttes ouvrières. C'est à Yahiaoui, responsable du FLN à l'époque, qu'a incombé la mission de dynamiser les structures syndicales par l'incorporation à l'appareil bureaucratique de l'UGTA de nouveaux syndicalistes, «frais», sachant tenir un langage démagogique dans le but de calmer les ouvriers impatients de voir satisfaites leurs revendications socio-professionnelles. Le 5ème congrès de l'UGTA s'est tenu en avril 1978 sous le signe de l'«ouverture syndicale». Une nouvelle direction avait été élue avec à sa tête Demmen Debbih, un ancien militant de la CGT et du PCA ayant rallié le FLN et Boudina, un syndicaliste connu pour ses sympathies envers le PAGS.

(suite page 4)

(suite de l'éditorial)

ter aujourd'hui l'UGTA équivaut à laisser le million de travailleurs syndiqués sous la pression de la bureaucratie syndicale corrompue. Bien au contraire, tout en évitant d'y prendre des responsabilités bureaucratiques compromettantes, les travailleurs conscients doivent rester en contact avec la masse des travailleurs syndiqués pour les arracher à l'influence de la bureaucratie syndicale.

La tendance de Chérif Messaâdia-Djeghaba a pris sur elle l'engagement de venir à bout des luttes ouvrières en donnant carte blanche aux syndicalistes les plus zélés dans le flicage et l'intimidation des travailleurs. Dans ces conditions, la lutte sera certainement plus difficile dans les entreprises. Mais il n'en demeure pas moins qu'après la restructuration dont elle est l'objet, l'UGTA sortira plus discréditée que jamais aux yeux des travailleurs. Aux travailleurs conscients d'en profiter pour sensibiliser leurs camarades dans les entreprises sur la nécessité de s'organiser indépendamment de la bureaucratie syndicale vendue à l'Etat bourgeois car c'est seulement à cette condition que les travailleurs pour-

ront effectivement se mobiliser afin de lutter pied à pied pour arracher la satisfaction de leurs revendications de classe et faire échec aux attaques qui se préparent contre l'ensemble de la classe ouvrière dans le cadre de la restructuration des entreprises.

(1) voir l'article «Les enseignements de la lutte du prolétariat polonais» dans les n°22 et 23 d'El-Oumami.

(2) au cours de la préparation du congrès-bidon de renouvellement de l'U.T. de Drean (Annaba) qui inclut les 18.000 sidérurgistes d'El-Hadjar — les AG étaient carrément filtrées par les barbouses du FLN — les sections syndicales animées par les réformistes du PAGS n'ont même pas appelé à des AG alternatives et se sont contentées comme d'habitude de manœuvrer dans les coulisses avec les méthodes qui excluent la participation directe des travailleurs (lettres de réclamation, délégations etc.).

(suite de la page 3)

Le problème c'est que les calculs de nos bourgeois n'étaient pas justes. C'est le moins qu'on puisse dire. Non seulement le renouvellement des structures syndicales n'a pas eu les résultats escomptés mais les travailleurs ont profité des brèches ouvertes et de l'instabilité créée par le changement de personnel syndical pour avancer leurs revendications de classe propres (salaires, conditions de travail, logement, etc). Loin de se ralentir sous l'effet des sermons hypocrites et démobilisateurs des syndicalistes qui prônent la collaboration de classes, le dialogue et la concertation avec les directions d'entreprises et l'Etat, les grèves ouvrières se sont multipliées sous la pression des problèmes socio-professionnels, mettant en avant des détachements prolétariens de plus en plus écoeurés par le fossé grandissant qui sépare les belles promesses démagogiques de l'Etat et la dure réalité qu'ils vivent dans leur chair. C'est ainsi que selon *El-Moudjahid* du 19/11/81, le nombre de «conflits de travail» serait passé de 543 en 1978 à 1334 en 1979 et à 1562 (dont 815 dans le secteur d'Etat) en 1980.

C'est donc essentiellement parce qu'elle n'a pas réussi à obtenir les résultats escomptés que l'«ouverture syndicale» a été mise en veilleuse par la direction du FLN qui a préféré refermer les brèches ouvertes à la base des structures périphériques de l'UGTA et congédier les bureaucrates syndicaux réformistes qui se sont avérés incapables de contenir le mécontentement grandissant des travailleurs. Ce n'est pas un hasard si à la veille de la tenue du 6ème congrès de l'UGTA, *El-Moudjahid* du 04/4/81 rappelait la situation qui prévaut dans les entreprises en ces termes : «*Comment assainir les relations professionnelles ? Cette question est investie d'un double sens. Elle nomme une situation objective de tension apparue, et d'une manière assez dynamique, dans le monde du travail, ou de malaise parmi les travailleurs chez qui on constate inévitablement un manque de mobilisation et une perte de confiance envers les structures qui les gèrent... Il est fréquent que dans une société nationale ou dans une entreprise de l'Etat apparaissent des problèmes assez inattendus et qui dépassent, le plus souvent, les structures syndicales et de gestion. Ce sont le plus souvent des revendications sociales non satisfaites ou des "droits élémentaires" qui n'ont apparemment pas de lien direct avec la production... Le plus souvent, ces conflits naissent dans les entreprises, les grandes entreprises surtout, quand celles-ci sont démunies de toute structure de concertation et de dialogue. Le résultat de tout malaise social conduit à une division arbitraire des travailleurs et le plus souvent encore à des amalgames, les cadres, par exemple, sont assimilés sans discernement à des "bourgeois" ou à des "technocrates" coupés des réalités de la base.*»

Les décisions du 6ème congrès de l'UGTA

L'objectif de la réorganisation des structures syndicales apparaît ainsi clairement : «*assainir les relations professionnelles*». La «bataille de la production» est plus que jamais à l'ordre du jour dans le cadre du plan de restructuration des entreprises lancé par le gouvernement. Il ne suffit pas de «convaincre» les travailleurs de l'inutilité des grèves et de leur caractère préjudiciable au développement de l'«économie nationale» (c'est-à-dire du capitalisme) comme le font quotidiennement les agents de la collaboration de classes; encore faut-il renforcer les mécanismes de prévention et d'étouffement des luttes ouvrières auxquels les instances syndicales sont appelées à contribuer d'une façon plus directe et plus musclée. *El Moudjahid* du 5/4/82 n'y va pas par quatre chemins : «*Prendre en charge, en fait, ne suffit pas, encore faut-il prévenir, comme c'est l'objet des dispositions de la loi sur la prévention et le règlement des différends collectifs du travail signée par le chef de l'Etat en février dernier ou encore de celle concernant les relations individuelles de travail. Dans le cas contraire, le danger serait que l'organisation soit dépassée par l'ampleur et la dimension de tous les conflits sociaux qui peuvent mettre en péril la crédibilité du syndicat avec des répercussions sur le comportement des travailleurs et sur le niveau de la production.*»

Le discours de Chadli à l'ouverture du 6ème congrès de l'UGTA ne laissait pas de doute quant à la signification et aux objectifs de l'offensive politico-syndicale du FLN : «*L'UGTA en tant qu'instance nationale de l'action politique des travailleurs conformément aux orientations du Parti du Front de Libération Nationale est à l'avant-garde de l'application et de la diffusion de l'idéologie du Parti (FLN) au sein des travailleurs.*»

Les décisions qui se sont dégagées au cours du congrès changeront sans aucun doute la physionomie de l'UGTA même si sa nature et sa fonction demeurent toujours les mêmes : un syndicat «partie intégrante du pouvoir» dont le rôle est de mobiliser la force de travail au service des tâches d'«édification nationale», c'est-à-dire au service de l'accumulation du capital. Le 6ème congrès de l'UGTA a incontestablement été une victoire pour la tendance Messâadia, partisan farouche d'un contrôle strict des «organisations de masse» par l'appareil central du FLN.

L'ancienne direction syndicale, bien qu'agissant en tant que «partie intégrante du pouvoir», soutenait que les travailleurs se mobiliseront mieux autour des «tâches d'édification nationale» si l'Etat satisfait certaines de leurs revendications les plus urgentes. Bref, il s'agit de la politique réformiste classique. La direction du FLN quant à

elle ne voit dans l'attitude de l'ancienne direction syndicale que l'incapacité à contenir le mécontentement grandissant des travailleurs. La conclusion qu'elle en a tirée est toute simple : elle a écarté l'ancienne direction et mis une autre à sa place et ce, après avoir dissout les sections syndicales remuantes et parachuté ses hommes de main à la tête des unions territoriales qui gardaient jusqu'ici une certaine distance par rapport à l'appareil central du FLN.

Par ailleurs, une autre décision a été prise au cours du congrès. Le rapporteur de la commission des statuts a réussi à faire passer le projet de suppression des fédérations syndicales. Avec leurs propres congrès et leurs propres secrétariats, les fédérations syndicales échappaient partiellement au contrôle de l'appareil du FLN. Organisées verticalement, elles pouvaient faire circuler l'information que le FLN tenait par ailleurs à étouffer. La trajectoire de ces fédérations a été très complexe et mérite qu'on l'étudie à fond mais il est d'ores et déjà clair que ces structures verticales, créées au début dans une logique professionnelle et corporatiste (séminaires sur l'organisation et les méthodes de travail dans une même branche, etc), ont pris progressivement dans certains cas un contenu qui allait partiellement à l'encontre des objectifs qui leur étaient assignés. Les réformistes du PAGS et même certains groupes de travailleurs combattifs se réfugiaient dans ces structures pour essayer d'y mener, chacun à sa manière, une activité syndicale car celle-ci devenait de plus en plus difficile à travers les structures horizontales marquées par une bureaucratisation excessive parce que facilement contrôlables par l'appareil du FLN.

Les fédérations syndicales ont été remplacées par huit secteurs professionnels nationaux : Les prérogatives de ces secteurs professionnels n'ont pas encore été délimitées.

Pour la direction du FLN, il fallait coûte que coûte se débarrasser des fédérations syndicales, le reste viendra après.

Tels sont les résultats enregistrés par le 6ème congrès de l'UGTA. L'«ouverture syndicale» n'a pas duré longtemps en Algérie ! Plus que jamais, la bourgeoisie algérienne semble opter pour la manière forte. Les prolétaires d'avant-garde doivent tirer les conclusions qui s'imposent en combattant, partout où ils se trouvent, tous ceux qui faisaient miroiter aux travailleurs les avantages de l'«ouverture syndicale» pour les freiner et les faire patienter : en sensibilisant leurs camarades sur le besoin de relever le défi de la bourgeoisie pour satisfaire leurs revendications légitimes et imposer à l'Etat bourgeois les libertés syndicales et en s'organisant dès aujourd'hui sur des bases de classe indépendamment de la bureaucratie syndicale.

UGTA: un congrès sur mesure

Pour faire jouer au maximum à l'UGTA son rôle de courroie de transmission de l'idéologie du FLN parmi les travailleurs, de prévention et d'étouffement des luttes ouvrières, le FLN s'est mis à réorganiser ses structures. La tenue du 6ème congrès de l'UGTA entraine dans ce cadre. C'est pourquoi le secrétariat permanent du comité central du FLN a tenu à suivre de près la préparation et le déroulement du congrès. Les membres du bureau politique du FLN et du gouvernement, les hauts responsables de l'Etat et du FLN, les présidents des commissions permanentes du comité central du FLN et les secrétaires des mouhafadates étaient présents au congrès.

Sur 1198 délégués, 1045 étaient militants du FLN et 35 représentaient

l'Amicale des Algériens en Europe. Jusqu'à la dernière minute, aucun congressiste ne savait exactement l'ordre du jour. Un participant a fait remarquer : «je n'ai eu connaissance de l'ordre du jour qu'au moment où il a été lu». Le délégué de la wilaya d'Alger a dénoncé dans son rapport la violation du règlement intérieur de l'UGTA par le fait qu'aucun rapport d'activité n'a été présenté à la base dans les délais définis par l'article 26 du règlement qui stipule la présentation des rapports quatre mois avant la tenue du congrès.

Les problèmes socio-professionnels des travailleurs ont été systématiquement écartés du débat sous prétexte qu'ils avaient déjà été traités dans les rapports de wilayas. Mais là où on peut se rendre compte que Chérif Messaâ-

dia et Cie sont venus au congrès avec leurs décisions dans la poche c'est lorsqu'à la fin du congrès, l'ancienne direction Debbih-Boudina a été écartée alors que son rapport moral avait été adopté par la majorité des congressistes. Ainsi, la «démocratie révolutionnaire» du FLN peut être résumée très simplement : la minorité a toujours raison ! Bien évidemment, la «majorité» des congressistes était aussi loin des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière que la «minorité», mais il nous semble utile de noter ce fait pour rappeler une fois de plus que les bourgeois ne reculent devant rien pour imposer les décisions qui vont dans le sens de la sauvegarde de leurs privilèges. L'honnêteté est leur dernier souci !

Pour une riposte effective à l'offensive du pouvoir

tract diffusé par nos camarades à Alger

□ Depuis plusieurs mois, une véritable offensive politico-syndicale a été orchestrée par le pouvoir bourgeois contre les conditions de lutte de la classe ouvrière et des masses populaires exploitées et opprimées.

□ Le pouvoir bourgeois invoque l'application de l'article 120 des statuts du FLN pour refermer les brèches ouvertes à la base des structures périphériques de l'UGTA et l'UNJA, licencier, emprisonner et chasser des structures légales les travailleurs et les jeunes qui n'hésitent pas à mettre en avant les revendications socio-professionnelles.

□ Le bilan serait long à dresser mais quelques exemples suffiront à mettre en évidence l'escalade des mesures de prévention, d'intimidation et de répression auxquelles recourt le pouvoir bourgeois dans l'espoir de contenir le mécontentement social grandissant: dissolution des sections syndicales échappant au contrôle du FLN, interdiction des réunions et assemblées syndicales durant les heures de travail, suspension de plusieurs secrétaires fédéraux de l'UGTA, dissolution des U.W. de l'UNJA de Tiaret, Constantine et Alger, etc.

□ L'offensive politico-syndicale du pouvoir bourgeois s'inscrit dans le cadre général d'une politique répressive que nous avons déjà vu à l'œuvre au printemps 1980 en Kabylie et à Alger, politique que le pouvoir cherche à systématiser comme en témoignent les interventions fréquentes du Darak el Watani contre les grèves ouvrières (SONATRACH de Béni Mèrad, DNC d'Alger, etc.)

□ Cette offensive ne s'arrêtera pas et ne pourra pas s'arrêter sous l'effet magique des sermons hypocrites et démobilisateurs des réformistes du PAGS et des bureaucrates de l'UGTA et de l'UNJA qui prêchent le «dialogue» et la «concertation» ! Pour faire face à l'offensive du pouvoir bourgeois l'**union** des travailleurs et des masses populaires est plus que jamais **indispensable** ! Mais cette union doit se construire concrètement dans l'**action**, pas dans le «dialogue» !

□ L'action sur la base de la défense intransigeante de leurs **revendications socio-professionnelles**, voilà ce dont ont besoin les travailleurs, les jeunes et les femmes ! Pour préparer efficacement cette action, il y a besoin de **s'organiser de façon autonome**, dès maintenant sans attendre ! Les structures alternatives créées au feu de la lutte à Tizi et à Alger indépendamment de l'UNJA, sont à ce titre des exemples précieux à populariser dans toutes les régions, à renforcer et à généraliser.

□ Conscients du rapport des classes et des forces largement en faveur du pouvoir bourgeois à l'heure actuelle, nous appelons les travailleurs, les jeunes et les militants conscients à redoubler de vigilance et de lucidité pour éviter de se précipiter dans les fausses solutions qui consistent à préférer le «moindre mal» et à choisir entre la peste et le choléra, entre les fractions soi-disant «progressistes» de la bourgeoisie nationale et ses fractions réactionnaires, entre les bureaucrates du FLN et les apprentis bureaucrates du PAGS etc.

□ **NON A L'EMBRIGADEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE, DES JEUNES, DES FEMMES ET DES PAYSANS PAUVRES DANS LES «ORGANISATIONS DE MASSE» A LA BOTTE DE L'ETAT BOURGEOIS !**

□ **POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE INDEPENDANT DE L'ETAT BOURGEOIS ! POUR L'ORGANISATION AUTONOME DES MASSES EXPLOITEES ET OPPRIMEES !**

□ **VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DES MASSES POPULAIRES POUR LEURS REVENDICATIONS LEGITIMES !**

□ **VIVE LA LUTTE DES FEMMES POUR L'EGALITE DES DROITS !**

□ **VIVE LA LUTTE POUR LES LIBERTES POLITIQUES, SYNDICALES ET CULTURELLES !**

Alger, le 25 mars 1982
Parti Communiste International
(El-Oumami)

La journée du 8 mars à Alger

A l'appel du comité d'action, rassemblement du 8 mars (Maison du Peuple — UGTA). Une cinquantaine de femmes. Refus de nous laisser entrer dans la salle où se tenait un gala organisé par les femmes travailleuses de la Santé. Menaces des flics. Des «syndicalistes» viennent nous demander de nous disperser. L'hôpital Mustapha étant investi par les flics (grève des agents), la fac étant surveillée, la cité — U trop loin, nous décidons de nous rendre à la Fédération Algérienne des ciné-clubs où se tient une rencontre des femmes. Un animateur nous laisse entrer puis des filles viennent le prévenir qu'il s'agit du comité d'action. Aussitôt, menaces. On nous laisse dans l'obscurité. Les animatrices (Algérie — Bab-El-Oued) nous demandent de partir. Une violente discussion éclate entre d'une part le comité d'action, d'autre part les animatrices. Insultes. Une fille de la Fédération menace d'appeler les flics. Attaques personnelles (des rancœurs se sont accumulées...). On remet sur le tapis la question des «méthodes» de lutte. Les animatrices estiment qu'elles n'ont pas à «couvrir» une A.G. «Illégale». Elles ont arraché le droit au ciné-club et ne veulent pas d'ennuis (FLN). Le comité d'action

soutient qu'aucun travail n'est possible au sein de ces ciné-clubs qui projettent un film pour le projeter et refusent de laisser passer une information sur les luttes des femmes en Algérie (les animatrices du ciné-club de l'Algérie ayant refusé jeudi, aux militantes du comité d'action de diffuser leur tract d'appel au rassemblement). Il propose la rédaction d'un texte dénonçant l'UGTA et informant de l'impossibilité d'avoir une salle le 8 mars. Hurlements: on accuse le comité de rédiger des tracts à n'en plus finir au lieu de s'interroger sur son incapacité de mobiliser. Le comité d'action — qui laisse entendre qu'il a été le seul jusque là à poser les problèmes dans la rue — estime que les ciné-clubs ne mobilisent pas: la preuve, aucune femme n'est venue à cette rencontre. Les débats tombent parfois bien bas.

Proposition du comité de faire une réunion à la cité U, jeudi.

Par ailleurs, il faut rappeler que le gala organisé par les femmes de la Santé (UGTA) à la Maison du Peuple a été neutralisé par la fermeture de la Maison du Peuple et l'intervention des flics qui ont «gentiment» prié les femmes de rejoindre la salle Harcha où

un après-midi récréatif organisé par l'UNFA avec la participation du chanteur Chaou les attendait.

Nous reproduisons ici le tract d'appel au rassemblement du 8 mars diffusé par le comité d'action d'Alger pour information. Mais il doit être clair que cela ne signifie nullement que nous soyons d'accord avec l'ensemble des orientations et des méthodes avancées par le groupe qui dirige ce comité. A notre avis, le comité d'action avance des revendications justes et légitimes. Il s'agit également du seul comité ayant posé les problèmes dans la rue (rassemblements) après s'être constitué indépendamment de l'UNFA. Tout en soutenant les initiatives prises pour la satisfaction des revendications légitimes avec des méthodes de la **lutte directe**, nous continuerons à lutter pour favoriser l'éclosion d'un mouvement féminin organiquement lié au mouvement ouvrier, c'est-à-dire qui intégrera la lutte contre les lois et les pratiques discriminatoires dans le cadre de la lutte du prolétariat contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Lisez
Les Cahiers d'El-Oumami

**La situation politique
en Algérie
et
les tâches des
révolutionnaires**

parti communiste international

2

APPEL DU COMITÉ D'ACTION

Le 8 mars, c'est notre journée, c'est la journée internationale des femmes. C'est une journée historiquement placée sous le signe de la lutte. Nous avons lutté, nous luttons encore pour conquérir nos droits. Sans relâche, nous avons exprimé notre refus et notre opposition à un texte imposé qui aurait régi la vie de chacun d'entre nous. Nous avons dénoncé le procédé anti-démocratique employé. Pétitions, assemblées générales, rassemblements ont fait aboutir notre première revendication: **NON AU VOTE PAR L'APN DE CE TEXTE.**

Ce qui s'impose à nous aujourd'hui, c'est de lutter pour arracher nos droits

Nous refusons toute codification des relations familiales (code de la famille, statut personnel, etc.)

Pour nos droits :

- majorité égale à l'homme,
- droits inconditionnels au travail,
- abolition de la polygamie,
- égalité des droits et ses effets,
- reconnaissance de l'adoption, etc.

Il nous faut rester mobilisées, pour avancer dans cette voie, il faut nous approprier notre journée : **le 8 mars.**

Donnons lui ainsi son contenu réel.

Pour discuter de nos droits.

Pour en débattre.

Rassemblons nous : Maison du Peuple — Place du 1er Mai 14 H.

Comité d'action issu des rassemblements. Rappelons qu'une commission siège actuellement discutant «du dossier de la famille».

La bataille doit continuer....

Des étudiants posent le problème de la répression à Alger

Il y a eu à la faculté Centrale, un appel à une assemblée générale pour le 15 mars 1982 pour les étudiants de l'Institut des Langues Etrangères, à 10 heures pour les premières et deuxièmes années et à 16 heures pour les troisièmes et quatrièmes années. Les affiches avaient le tampon de la direction mais n'étaient pas signées. L'ordre du jour était: «Structuration des étudiants».

Tout d'abord, les présidents de cette AG se sont présentés comme représentants du FLN. Leur but: demander aux étudiants d'adhérer à l'UNJA et d'assister au prochain congrès. Les étudiants ont demandé à avoir plus d'informations. Constatant que les responsables ne répondent pas et tournent autour du pot, certains se sont proposés de dire ce qui se passait réellement au sein de l'UNJA, et quelles seront les conséquences d'une éventuelle adhésion: «*Même au sein de l'UNJA il y a des interdictions d'affichage, des condamnations, etc. Alors, est-ce que l'UNJA représente réellement les étudiants algériens?*» Après environ trois quarts d'heure, les présidents ont voulu lever l'assemblée car les choses prenaient une tournure indésirable (pour eux!). La salle a vigoureusement protesté et s'y est catégoriquement opposée: «*faire annuler deux heures ou plus de TD pour annoncer après une heure que l'assemblée est reportée, de qui se moque-t-on?!*»

Certains ont ensuite protesté contre le fait que l'on voulait d'abord élire des délégués puis discuter des problèmes qui concernent les étudiants. On a même précisé: «*Elire?... plutôt désigner! comme à l'APN. Non! Parlons de nos problèmes! Parlons de la soi-disant démocratie, de la répression qui existe à la fac! Oui, parlons-en!*» (applaudissements). Pendant ce temps, un homme s'est discrètement approché des présidents de l'assemblée, leur a glissé quelques mots à l'oreille et s'est discrètement éclipsé).

Les étudiants ont continué à parler de la répression qu'il y a à la fac. Certains ont attiré l'attention sur le danger d'adhérer à l'UNJA: comme dans les autres organisations, tôt ou tard, vous serez chassés ou condamnés (UGTA...). Sur ce, les responsables se sont carrément défilés. Mais l'AG a tout de même continué sans eux! Ce qui a été débattu portait essentiellement sur la question de savoir si l'on doit adhérer à l'UNJA et la reconstruire de telle façon qu'elle devienne représentative ou si l'on doit former une structure autonome. Il a même été proposé de recréer l'UNEA.

Des propositions ont aussi été faites pour élire des délégués afin de former une commission. Certains ont insisté sur le fait qu'il y avait danger à ne pas assister au prochain congrès de l'UNJA, comme l'ont proposé des étudiants, car il ne faut pas laisser le terrain libre au Congrès: il faut y envoyer des représentants.

La séance a été levée, rendez-vous a été pris pour une AG le mercredi 17 mars.

A cette AG, il y avait environ 150 étudiants. Beaucoup n'étaient pas au courant, mais la plupart des filières de l'ILE (Institut des Langues Etrangères) étaient représentées. Un ordre du jour a été proposé par un des étudiants présidant cette assemblée: information sur les AG organisées par la cellule du FLN de l'Université; problèmes qui se posent aux étudiants de l'ILE (particulièrement en ce qui concerne les étudiants contractuels de l'ENS).

Quelqu'un s'est opposé au deuxième point qu'il considérait comme moins important. Il a alors été convenu que pour ce point une réunion se ferait le lendemain avec les étudiants concernés par l'ENS.

Un étudiant a protesté contre le fait que l'on devait montrer une carte à l'entrée de la fac. «*Est-ce qu'on rentre dans une base secrète? Depuis les événements du 19 mai, on ne peut plus respirer!*» Aussi a-t-il proposé que les étudiants se mettent d'accord pour ne plus présenter la carte. Certains ont soulevé des problèmes se rapportant directement aux études (modules de rattrapage, etc.), mais ceci a été considéré comme moins urgent et secon-

daire: «*Si la situation est devenue tellement insoutenable, c'est la faute aux étudiants: ils sont trop passifs. Nous nous laissons faire sans protester...*» On a aussi proposé de créer une organisation autonome, recréer l'UNEA. Mais cette proposition a vite été rejetée: «*Il est impossible de recréer l'UNEA, elle est morte à jamais!*» Un autre a souligné qu'il fallait avant tout songer à élire des représentants, créer un comité qui parlerait de cela. Beaucoup d'étudiants sont surtout intervenus sur le fait qu'il y a la répression à la fac: présentation de la carte, vigiles aux portes, le grand portail fermé, interdiction d'affichage, etc. Alors quelqu'un a répondu à la première proposition (de ne pas présenter les cartes) en faisant remarquer que seulement une minorité était présente et que cela ne nous mènerait à rien, que lorsqu'on présentait la carte à titre individuel, chacun d'entre nous risquait de fléchir. C'est notre union qui fait notre force. Il faut d'abord informer les différentes sections, s'organiser puis chercher les méthodes pour un éventuel travail. Sur ce, un étudiant de chaque division s'est proposé comme représentant de sa section pour former un comité qui ira présenter le problème à la direction (carte et affichage).

Lors de cette assemblée, un «responsable» est venu nous demander de quel droit les étudiants avaient utilisé l'amphi sans même le demander à la direction. L'assistance a répondu que tous les étudiants en avaient pris la décision. Il n'a rien dit et s'en est retourné sur ses pas!

Fermeture de l'université de Tizi

De nouveau le centre universitaire de Tizi Ouzou vient d'être fermé et occupé par les brigades de gendarmerie mobile. En même temps la manifestation et le meeting prévus par les étudiants pour commémorer le 2ème anniversaire du «Mouvement de Printemps» ont été interdits le 20 avril.

Ce coup de force du pouvoir vient exprimer sa ferme intention de réprimer tout mouvement de masse et de s'opposer par tous les moyens à ses revendications légitimes.

Un ordre de grève a été lancé par la suite pour protester contre ces mesures. Nous apprenons, par ailleurs, que plusieurs jeunes lycéens

viennent d'être arrêtés. Cette information nous étant parvenue au moment du bouclage du journal, nous nous promettons d'y revenir prochainement plus en détails.

Mais d'ores et déjà, nous appelons les militants, les travailleurs et les jeunes combattifs en Algérie et dans l'émigration à dénoncer cette répression et à se mobiliser pour la libération immédiate des détenus.

Ces événements nous imposent les tâches immédiates suivantes:

- Faire circuler l'information et populariser les luttes pour rompre le silence et briser l'isolement;
- se mobiliser pour la libération des personnes arrêtées.

Comment construire le parti marxiste révolutionnaire (2)

Dans la première partie de cet article parue dans le numéro précédent d'*El Oumami*, nous avons montré que sans théorie révolutionnaire il ne peut y avoir de véritable parti d'avant-garde

révolutionnaire. Nous avons également montré la portée et les limites des cercles d'études et de réflexion marxistes qui se sont créés ces dernières années en Algérie.

Le parti révolutionnaire se construit sur des bases programmatiques et tactiques uniques

Il existe des courants qui reconnaissent bien la nécessité de construire le Parti communiste révolutionnaire sur des bases théoriques et programmatiques claires mais qui, sous prétexte d'éviter de tomber dans le «dogmatisme» et le «sectarisme», soutiennent que le parti se construira dans un processus de confrontation théorique et politique entre plusieurs «tendances révolutionnaires».

Les militants algériens regroupés en France autour du bulletin *Travailleurs Immigrés en Lutte* (TIL) en constituent un exemple. Nous ne discuterons pas ici de la trajectoire particulière de ce groupe qui ne présente au fond aucune consistance théorique-politique et confirme en passant cette expression de Lénine dans *Que faire ?*: «Les grandes phrases contre l'ossification de la pensée, etc., dissimulent l'insouciance et l'impuissance de faire progresser la pensée théorique».

L'idée de vouloir construire le parti marxiste révolutionnaire en partant de la confrontation théorique-politique et de l'agrégation de plusieurs «tendances révolutionnaires» suffit à elle seule à montrer combien ses défenseurs sont loin de toute approche matérialiste de la lutte des classes révolutionnaire. Certes, on pourrait nous rétorquer que l'Internationale Communiste s'est fondée en 1919-20 sur la base de la fusion de plusieurs tendances marxistes de gauche qui luttaient jusque-là à l'intérieur de la II^e Internationale contre le révisionnisme social-démocrate et social-chauvin. Mais ceux qui utilisent cet argument oublient généralement de rappeler ces deux phénomènes historiques: le premier c'est que contrairement à aujourd'hui, il existait effectivement des courants marxistes qui luttaient dans plusieurs pays contre les manifestations de la dégénérescence de la II^e Internationale et étaient donc d'accord pour fonder une nouvelle Internationale sur la base des positions du marxisme révolutionnaire; le second c'est que cette fusion de plusieurs courants marxistes s'est effectuée au feu de la Révolution d'Octobre et de la chaleur du premier après-guerre autour d'un noyau solidement ancré sur les principes du communisme à savoir le parti bolchévique. Nous ne parlerons pas ici de l'échec de la fusion avec les courants faussement marxistes (France, Allemagne, etc.).

La position que nous défendons avec acharnement à savoir que le parti marxiste révolutionnaire doit se construire sur les mêmes bases théoriques, programmatiques, tactiques et organisatives découle directement de la nature et de la fonction historiques du parti d'avant-garde du prolétariat. Nous n'apprenons rien à nos lecteurs si nous rappelons cette vérité marxiste élémentaire: il n'existe pas sociologiquement un Prolétariat avec un grand «P» mais des couches prolétaires diverses non seulement du point de vue de la place qu'elles occupent dans le procès de production capitaliste mais également du point de vue de la combativité et de la conscience de classe. Pour schématiser, nous pouvons dire qu'il existe des couches prolétaires avancées, des retardataires et enfin des couches qui se situent à un niveau moyen. Certes, la lutte immédiate de défense des conditions de vie et de travail unifie les larges couches du prolétariat mais l'unification qui s'effectue sur le

terrain syndical a ses propres limites et ne peut déboucher automatiquement sur l'unité de mouvement et de direction du prolétariat dans la lutte de classe révolutionnaire, notamment dans les moments historiques cruciaux où la question de l'affrontement politique et physique avec l'Etat bourgeois devient inévitable.

Une des fonctions essentielles du parti d'avant-garde révolutionnaire du prolétariat est précisément de donner à la classe ouvrière l'**unité de but, de volonté et d'action** dont elle a besoin pour vaincre une bourgeoisie qui concentre et centralise chaque jour davantage ses multiples et incalculables énergies économiques, politiques et militaires à l'échelle internationale. La fonction du parti qui consiste à donner au prolétariat l'unité du mouvement a été rappelé par l'Internationale Communiste en ces termes: «*Toute lutte de classes est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. C'est pourquoi le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel parti politique. C'est n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis, et possédant un programme d'action susceptible d'être appliqué, tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être considéré non comme un épisode, mais comme le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat. La même lutte de classe exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un parti politique. Se refuser à le créer et à l'affermir, se refuser à s'y soumettre équivaut à répudier le commandement unique des contingents du prolétariat agissant sur des points différents. La lutte de classe prolétarienne exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment, toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui l'intéressent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un parti politique.*» (1).

Or, pour assumer une telle fonction, pour unifier les nerfs de la classe ouvrière en lutte et les relier les uns aux autres par un système nerveux unique, le parti communiste doit lui-même faire preuve d'une **unité de direction, d'une solidité organisationnelle et d'une continuité dans l'action** au-delà des flux et des reflux de la lutte des classes. L'Internationale Communiste, forte de l'expérience concrète de la Révolution d'Octobre, a insisté sur cette exigence plus d'une fois: «*Dans les actions communes il est indispensable pour le succès d'avoir une direction; celle-ci est nécessaire surtout en vue des grands combats de l'histoire mondiale. L'organisation des partis communistes, c'est l'organisation de la direction communiste dans la révolution prolétarienne. Pour bien guider les masses, le parti a besoin lui-même d'une bonne direction. La tâche essentielle d'organisation qui s'impose à nous est donc la suivante: formation, organisation et*

éducation d'un parti communiste pur et réellement dirigeant pour guider véritablement le mouvement révolutionnaire prolétarien.» (2).

«Pour guider les masses, le parti a besoin lui-même d'une bonne direction». Or, même les cancre de n'importe quelle armée du monde savent pertinemment qu'une **bonne direction est avant tout une direction unitaire et homogène**. Le parti révolutionnaire étant une armée d'un type particulier dans la mesure où la discipline qui est exigée des militants est librement et volontairement consentie sur la base de la conviction, de l'engagement et de l'enthousiasme révolutionnaires, il est clair que l'homogénéité et le caractère unitaire de la direction du parti n'auront de sens que si l'ensemble du parti agit sur une base politique et organisationnelle homogène et unitaire, ce qui suppose que le parti s'est constitué sur les mêmes bases théoriques et programmatiques. Cette exigence sera d'autant plus vitale lorsque le parti aura à affronter les dures épreuves de la guerre civile révolutionnaire auquel cas «*Le parti communiste doit être basé sur une inébranlable centralisation prolétarienne. Pour diriger efficacement la classe ouvrière dans la guerre civile longue et opiniâtre, devenue imminente, le parti communiste doit établir en son sein une discipline de fer, une discipline militaire*» (3).

Contrairement aux allégations mensongères de ses détracteurs, notre courant ne s'est jamais méfié de la constitution du parti communiste sur la base de la fusion de plusieurs «tendances révolutionnaires» par «sectarisme» ou par une sorte de manie d'avoir un parti «pur» et «parfait». Ce qui a toujours guidé notre courant, c'est là que réside le secret de sa force, c'est la préoccupation d'assurer au parti communiste la continuité programmatique, tactique et organisationnelle, c'est-à-dire en d'autres termes l'unité de but, d'orientation, d'action et d'organisation sans laquelle il ne pourrait prétendre entraîner, guider et diriger la classe ouvrière dans la lutte de classe révolutionnaire.

Comment un parti peut-il prétendre donner à la classe ouvrière l'unité de but, de volonté et d'action dont elle a besoin s'il est lui-même traversé par plusieurs tendances politiques, aussi révolutionnaires soient-elles, auquel cas il est susceptible de se scinder en plusieurs partis à la veille de chaque grand tournant historique, c'est-à-dire au moment où il a le plus besoin d'unité de direction et d'action ?

Certes, la constitution du parti révolutionnaire sur les mêmes bases théoriques, programmatiques et tactiques n'est pas une garantie contre d'éventuelles scissions toujours possibles mais dans le cas contraire c'est-à-dire dans un parti constitué sur la base de l'agrégation de plusieurs tendances, les scissions sont non seulement possibles mais **obligatoires et systématiques**.

C'est cette préoccupation que nous retrouvons dans l'histoire tourmentée de notre courant qui, dès 1922, se prononçait pour la constitution et le développement du parti sur la base de la continuité programmatique et tactique la plus absolue afin de donner à l'action de celui-ci le maximum d'efficacité: «*C'est en offrant le maximum de continuité dans la défense du programme et dans la vie de la hiérarchie dirigeante (par-delà le remplacement individuel des chefs infidèles ou usés) que le parti assure également le maximum de travail efficace et utile pour gagner le prolétariat à la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit*

pas seulement d'édifier les masses, et encore moins d'exhiber un parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux plus loin, il s'agit par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte unitaire organique et unitaire pour la révolution communiste. Or, c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution.

«*Pour les mêmes raisons, on doit considérer comme un processus tout à fait anormal l'agrégation au parti d'autres partis ou fractions détachées de partis. Un groupe, qui se distinguait jusqu'à un moment donné par une position programmatique différente et par une organisation indépendante, n'apporte pas au parti communiste des éléments utilement assimilables, mais altère la fermeté de sa position politique et la solidité de sa structure: dans ce cas, l'accroissement des effectifs, loin de correspondre à un accroissement des forces et des capacités du parti, pourrait bien paralyser son travail d'encadrement des masses au lieu de le faciliter.*

«*Il est souhaitable que l'Internationale Communiste déclare au plus tôt qu'elle n'admet pas la moindre dérogation à deux principes fondamentaux d'organisation: il ne peut y avoir dans chaque pays qu'un seul parti communiste et on ne peut adhérer à l'Internationale que par admission individuelle au parti communiste du pays donné.*» (4).

Le fait que tous les courants traditionnels du marxisme aient disparu ou sombré dans l'opportunisme à l'exception du courant qui a donné naissance à notre parti ne signifie pas bien entendu qu'à l'avenir des groupes révolutionnaires ne parviendront pas par leur propre expérience à tirer au moins une partie des leçons que nous avons tirées de l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international et plus particulièrement de la contre-révolution stalinienne.

Dans ce cas, il se posera évidemment la question d'agrèger à notre organisation centralisée des forces étrangères par leur origine et leur trajectoire à la tradition qui nous avait donné naissance. «*Notre position sur ce point, avons-nous déjà écrit, est que ce processus d'agrégation, cette "greffe" sur le tronc de notre courant, aura d'autant plus de chance de réussir demain que le réseau international du parti se constitue aujourd'hui sur la base d'une adhésion moléculaire à son programme qui lui permette un maximum d'homogénéité. C'est à cette condition seulement que de nouvelles forces pourront demain s'assimiler le plus rapidement et le plus complètement possible le patrimoine théorique collectif sur lequel aucune concession ni aucun compromis ne sera possible car il est la condition sans laquelle le parti mondial de demain ne pourrait être à la hauteur de sa tâche historique.*» (5).

Le parti révolutionnaire se construit en liaison avec la classe ouvrière

Soutenir avec Lénine que «*sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire*» ne signifie pas bien entendu que la restauration, la défense et la propagation de la théorie révolutionnaire soit une condition **suffisante** pour la constitution et le développement du parti révolutionnaire. Depuis le *Manifeste du parti communiste* de Marx-Engels de 1848, le marxisme identifie la construction du prolétariat en classe (pour soi) à sa constitution en parti politique indépendant et distinct de tous les autres. Il ne faut surtout pas en déduire une interprétation mécaniste. Certes, le parti communiste révolutionnaire constitue effectivement le cœur ou le cerveau de la classe ouvrière. Mais il est clair que de la même façon que le cœur ou le cerveau ne peuvent exister en dehors de l'organisme vivant dans lequel et pour lequel ils assurent leur fonction spécifique, le parti communiste ne peut se construire véritablement et se développer sans la liaison avec la classe ouvrière en lutte.

«*Dès le premier jour de sa fondation l'Internationale Communiste s'est donnée pour but, clairement et sans équivoque, non*

pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus de combat de grands partis communistes révolutionnaires.» (6).

S'il y a une question sur laquelle les positions de notre courant ont été complètement déformées par ses détracteurs c'est bien celle-là. Nombreux ont été et demeurent ceux qui accusent injustement notre courant de vouloir construire un parti révolutionnaire bien enfermé dans une tour d'ivoire en dehors des manifestations de la lutte de classe prolétarienne. Le lecteur et le militant honnêtes, qui ne se laissent pas impressionner par ceux qui tentent de faire passer leur inconsistance théorique dans une sorte de tapage idéologique, pourront facilement se rendre compte que les positions de notre courant sur la question du parti sont en tous points conformes à l'esprit des thèses

(suite page 10)

(suite de la page 9)

du marxisme révolutionnaire consignées dans les textes des deux premiers Congrès de l'Internationale Communiste. Contre ceux qui accusent notre courant de concevoir de façon idéaliste la parti qui serait pour nous ce que l'âme est au corps dans la religion, notre courant a repris la thèse du manifeste du parti communiste de Marx-Engels dans ces termes: «*On ne peut même pas véritablement parler de classe tant qu'il n'existe pas une minorité de cette classe tendant à s'organiser en parti politique*» (7). La thèse du manifeste selon laquelle le prolétariat ne se constitue véritablement en classe que s'il se constitue en parti politique est ici comprise comme **la tendance d'une minorité de la classe à se constituer en parti**. Dans un autre texte fondamental, notre courant revient sur cette question en affirmant: «**Le Parti prolétarien s'organise et se développe dans la mesure où la maturité et l'évolution de la société permet à une conscience des intérêts généraux et suprêmes de la classe ouvrière d'apparaître et à une action collective et unitaire de se développer dans ce sens. D'autre part, le prolétariat n'apparaît et n'agit comme classe dans l'histoire que lorsque se dessine en lui la tendance à se donner un programme et une méthode commune d'action, c'est-à-dire à s'organiser en parti**» (8). On voit bien que pour notre courant, le parti n'a jamais été conçu comme l'«âme» se constituant et se mouvant en dehors du «corps-prolétariat», comme se plaisent à le faire remarquer les imbéciles de tous bords.

Même dans une période de reflux de la lutte des classes marquée par le triomphe de la contre-révolution stalinienne et la chute des partis communistes officiels dans l'opportunisme social-réformiste, social-impérialiste et social-pacifiste, notre courant a conçu son activité «en liaison avec la classe ouvrière». Il savait que même si cette liaison était faible et réduite au minimum, l'effort constant pour la réaliser était la condition même pour qu'il puisse condenser les leçons du passé et les faire passer dans la lutte prolétarienne lorsque les conditions sociales et politiques auront mûri. Si notre courant s'est appelé dès cette époque **parti** ce n'était pas parce qu'il pensait avoir déjà mis sur pied l'organisation de combat révolutionnaire qui réalise la fusion entre le mouvement ouvrier et le socialisme scientifique mais c'est plutôt parce qu'il avait restauré les bases théoriques, programmatiques et tactiques sur lesquelles devait se construire le parti mondial de la future vague révolutionnaire de la même manière qu'en écrivant le «Manifeste du Parti Communiste» en 1847, Marx-Engels savaient bien qu'ils ne donnaient pas son programme à un parti déjà capable de diriger la classe ouvrière dans son combat contre le capitalisme mais affirmaient les bases théoriques et politiques de ce parti.

C'est donc parce que notre courant a mené dès 1951 une activité homogène sur ces bases, malgré des conditions objectives défavorables, qu'il peut aujourd'hui s'atteler à la tâche exaltante qui consiste à doter la classe ouvrière d'une véritable organisation de combat révolutionnaire à l'échelle internationale. Comme nous l'écrivions dans nos **Thèses caractéristiques**: «**Ce sont les événements et non la volonté ou la décision des hommes qui déterminent donc aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale. Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant**» (9).

Si dans une situation où la restauration des bases programmatiques et tactiques du marxisme révolutionnaire et le bilan de la contre-révolution stalinienne étaient les deux grandes tâches à l'ordre du jour, notre courant donnait la consigne de ne perdre aucune occasion de «pénétrer dans chaque brèche», que peut-il en être aujourd'hui où après avoir restauré les positions fondamentales du marxisme et tiré les leçons de la dégénérescence du mouvement communiste international, nous sommes entrés depuis quelques années dans une nouvelle ère de l'histoire de la lutte des classes à l'échelle mondiale marquée par l'approfondissement de la crise du système capitaliste mondial, l'accentuation des antagonismes inter-impérialistes et l'aggravement des contradictions et des luttes de classes dans tous les continents?

Il est clair que la liaison avec les secteurs de la classe ouvrière en lutte ne peut déboucher automatiquement sur la constitution du parti d'avant-garde révolutionnaire comme se l'imaginent les spontanéistes de tous poils. Sur la base du patri-

moine théorique, programmatique et tactique du communisme révolutionnaire restauré par notre courant contre toutes les formes de révisionnisme, nous avons à remplir un ensemble de tâches idéologiques, économiques, politiques et organisatives dont seul l'accomplissement pourra effectivement nous faire faire des pas en avant considérables dans la voie de la construction du parti marxiste révolutionnaire. L'accomplissement de ces tâches s'effectuera évidemment en rapport avec les tendances de la situation concrète dans laquelle nous luttons aujourd'hui. Quels sont les pas que nous avons à faire dans les conditions actuelles pour pouvoir jeter les bases organisatives du parti d'avant-garde révolutionnaire du prolétariat? Comment, en d'autres termes, entendons-nous construire la section algérienne du parti communiste international en tenant compte des conditions concrètes de la lutte des classes à l'étape actuelle en Algérie? C'est à cette question que nous répondrons dans la suite de cet article qui paraîtra dans notre prochain numéro.

(1) Thèses du 2ème congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne (1920). Fac-similé, François Maspéro, 1969 p.50

(2) Thèses du 3ème congrès de l'Internationale Communiste sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes (1921) idem. p.109

(3) Thèses du 2ème congrès de l'I.C. sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne, idem.p.51 (4) Thèses sur la tactique du parti communiste d'Italie. Rome 1922. in Défense de la continuité du programme communiste, pp.44-45

(5) Voir l'article le parti communiste est nécessairement international, El-Oumami n°2, janvier 1979

(6) Thèses du 3ème congrès de l'I.C sur la tactique, idem p.95 (7) Parti et classe, dans la brochure portant le même titre, p.41

(8) Thèses sur la tactique du parti communiste d'Italie, idem.p.43

(9) Thèses caractéristiques du parti, 1951 in Défense de la continuité du programme communiste p.190. Ce n'est pas un hasard si dans le cartouche «ce qui distingue notre parti», la restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire est conçue non en vase clos mais «en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste».

LISEZ

**Parti Communiste International
El-Oumami**

**Rapport
sur la
situation
en Algérie,
nos perspectives,
nos tâches.**

Avril 1982

Remarques sur le travail parmi les femmes

Les quelques considérations que nous rappelons ici au sujet du travail parmi les femmes ne prétendent pas répondre à toutes les interrogations soulevées par les militantes engagées sur ce terrain. Rédigées en fonction des problèmes posés actuellement par le mouvement des femmes à Alger, elles compléteront utilement les orientations que nous avons déjà avancées dans les numéros précédents d'El-Oumami.

1. L'aggravation de la crise économique et sociale et la détérioration des conditions de vie (exiguïté et insalubrité des logements, prolifération des bidonvilles (1), infrastructure sanitaire et médicale insuffisante ou même inexistante dans certaines régions, pénuries de produits alimentaires, de médicaments, de gaz butane, manque d'eau, d'électricité, etc.) rendent encore plus pénible **l'esclavage domestique** auquel est soumise la femme en Algérie, particulièrement au sein des couches les plus démunies. Pour «joindre les deux bouts», la ménagère doit économiser sur tout, sauf, bien entendu, sur son travail. Certaines, pour survivre, «louent» leurs services à la journée: ménages, cuisine, vente sur les marchés, travaux dans les Hammams... D'autres se débrouillent avec des travaux à domicile (couture, confection de gâteaux que les enfants vont vendre à la sauvette...). Et puis, il y a celles qui, réduites à la misère la plus atroce, mendient ou se prostituent. (2)

La **constitution de comités de quartiers** autour des questions les plus brûlantes peut être l'un des moyens d'aider les femmes à lutter contre l'abrutissement auquel les travaux ménagers les plus mesquins et les plus rudes pourraient les forcer et de les «amener à la vie politique».

2. Les grandes lignes du droit musulman (selon lequel le juge se prononce en Algérie) sont les suivantes: Polygamie (quatre épouses) et répudiations sont autorisées, toutes les facilités sont accordées à l'époux qui veut divorcer mais de «sérieux» motifs sont exigés de l'épouse et le mariage pour la femme est subordonné à l'autorisation paternelle. Il faut donc exiger la liberté totale de se marier, de divorcer, d'étudier, de travailler, de circuler, exiger l'abolition des lois ignobles mettant des entraves au divorce, interdisant l'avortement et la reconnaissance des enfants naturels, et mettant la contraception sous contrôle. 280 PMI seulement pour toute l'Algérie peuvent délivrer des contraceptifs. Le taux de mortalité maternelle en milieu assisté est très élevé (les conditions dans lesquelles se font les accouchements sont

catastrophiques). Aucune information sérieuse sur la contraception n'a été envisagée. Pour la seule ville d'Alger, plus de 50 enfants sont abandonnés chaque mois. Les avortements clandestins se multiplient, dans les conditions que l'on peut deviner et la prostitution —enrichissant certains putois qui poussent de grands cris d'indignation et condamnent les femmes qui y sont réduites — ne cesse d'augmenter. Un travail important reste à faire auprès des femmes qui ressentent durement cette oppression (interdiction de travailler, d'étudier, de circuler...). Par exemple, un travail d'agitation autour de plusieurs demandes de divorce rejetées peut être envisagé en vue d'une **action collective** (rassemblement, manifestation).

3. Dans tous les pays capitalistes, la bourgeoisie a recours à la «trique» (persécutions, emprisonnements, arrestations, interdictions...) mais aussi à des méthodes plus «artificielles» (lorsqu'elle le peut) pour détourner les ouvriers de la lutte contre sa domination. Lénine parlait du besoin qu'a la bourgeoisie de sauvegarder deux fonctions sociales: celle du bourreau et celle du prêtre, la première pour réprimer, la seconde pour consoler et surtout faire accepter par les opprimés sa domination et les détourner de l'action révolutionnaire. En Algérie, pour «justifier» l'oppression de la femme, la bourgeoisie a recours à l'idéologie arabo-islamique. La Charte, par exemple, donne «son» explication du chômage des femmes: Elles «constituent une réserve appréciable de la force de travail» mais «l'intégration de la femme algérienne dans les circuits de la production doit tenir compte des contraintes inhérentes au rôle de la mère de famille et à celui de l'épouse».

Les réformistes du PAGS et de l'UNJA vont jusqu'à se perdre dans le brouillard de la religion pour expliquer — par l'étude des Sourates du Coran et des Hadiths de Mohammed — que l'Islam serait une religion «progressiste» incompatible avec l'oppression des femmes. Les pagistes sont logiques avec eux-mêmes et assument ainsi jusqu'au bout leur fonction de valets de la bourgeoisie. L'obscurantisme religieux n'est que le reflet et le produit de l'asservissement économique, social et politique des masses ouvrières et exploitées. Les idées dominantes d'une époque sont celles de la classe dominante. Dans la mesure où les réformistes du PAGS contribuent par leurs discours et par leur pratique à la défense des rapports de production et d'exploitation instaurés dans le secteur d'Etat sous prétexte de défendre les soi-disant «acquis» de la révolution, il

est naturel qu'ils arrivent à défendre l'idéologie qui sert à justifier et à légitimer ces rapports d'exploitation et d'oppression. C'est pourquoi la lutte contre l'oppression des femmes doit être inséparable de la lutte acharnée contre toutes celles et tous ceux qui cherchent à réaménager de façon superficielle cette oppression au nom de la sauvegarde des valeurs «progressistes» de l'Islam, etc.

4. Selon certaines, prétextant l'«arriération» des masses populaires, il faut d'abord se regrouper entre intellectuelles «averties» (bourgeoises et petites-bourgeoises). Cette voie est proposée aux femmes comme la seule valable dans les conditions difficiles de lutte en Algérie (répression), mais, pour éviter la trique de la bourgeoisie, on va se cacher derrière des éléments... de cette même bourgeoisie, conclusion: on leur laisse la direction du mouvement. Cette voie est doublement dangereuse.

a) Elle appelle à la collaboration de classes au sein du mouvement, sous prétexte que la quantité fait la force et que la «qualité» vient «d'en haut». Elle écarte d'emblée tout travail d'éducation politique et fait de l'égalité des droits un but en soi.

b) Elle condamne le mouvement, dans la pratique, à l'isolement, (c'est-à-dire qu'il se coupe du mouvement social).

Nous devons, quant à nous envisager **un travail d'agitation auprès des ouvrières**, surtout que les conditions s'y prêtent (3), et combattre l'attitude qui consiste à spéculer sur l'«état arriéré» des ouvrières (et des ouvriers) pour s'opposer à un travail d'éveil et de sensibilisation politiques (les «partisans frénétiques» de la bourgeoisie n'ont jamais apprécié que les organisations économiques et syndicales se mêlent de politique).

«Il est faux de dire que les masses ne comprendront pas l'idée de la lutte politique, l'ouvrier le plus frustré la comprendra, à condition bien entendu, que l'agitateur ou le propagandiste sache l'aborder de façon à lui communiquer cette idée, à la lui présenter dans un langage intelligible et en s'appuyant sur des faits de la vie quotidienne.» (4).

Outre le travail d'agitation autour des besoins les plus pressants des femmes des couches opprimées, nous devons faire en sorte que les femmes s'assimilent «l'idée générale de la lutte politique». L'argument avancé par certaines selon lequel ce travail effraierait les femmes venues lutter pour leurs droits

(suite page 12)

Expérience du regroupement

Nos camarades dans l'émigration présentent ici quelques aspects de leur expérience, au sein du «*Regroupement des Travailleurs Français et immigrés*»,

Issu en juillet 1980 de la formidable lutte des 40 000 résidents des foyers Sonacotra éteinte après six années de combat hargneux et acharné contre les sociétés gestionnaires des foyers exploiteuses, contre le réformisme saboteur et contre l'Etat (interventions des CRS dans les foyers, condamnations des travailleurs combattifs devant les tribunaux), le Regroupement, composé de militants de différents Comités de soutien à la lutte en liaison avec des

pouvant intéresser d'autres militants ou travailleurs combattifs intervenant dans d'autres groupes.

travailleurs y ayant assumé des responsabilités, a alors exprimé et organisé cette volonté commune que ressentait chaque travailleur de tirer un bilan de la lutte des foyers et de continuer un minimum d'activité sur le terrain.

Sur cette base, ce petit noyau a assuré dans l'ombre, en plein reflux et de manière généreuse et modeste, la continuité de la propagande, de l'organisation, de l'agitation et de la mobili-

de nos tâches essentielles consiste à **encourager les éléments qui manifestent le besoin d'aller plus loin à se constituer en cercles** sur la base des classiques du marxisme et de notre presse.

(1) A El-Madania dans 2.800 baraques «vivent» 25.000 personnes (plus de 9 personnes par baraque). L'UNFA y passant pour proposer des cours d'éducation sanitaire et... comptabiliser les cartes y a été durement reçue: «*De qui se moque-t-on!*» ont jeté les femmes des bidonvilles, «*les problèmes sanitaires ici c'est le bidonville lui-même!*». Pendant ce temps, à côté des bidonvilles, on construit ici un stade et là un... monument aux morts!

(2) Un rapport de l'UNFA sur le centre d'accueil féminin de Dely-Brahim révèle: «*dans certains dortoirs sales, des malades mentaux cohabitent avec des personnes normales. Les malades devenant agressifs ou en état de crise, sont un danger pour les autres pensionnaires et surtout pour les enfants présents. Des femmes âgées, impotentes attendent la mort, enroulées dans une couverture usée, incapables de se déplacer même pour leurs besoins immédiats...*»

(3) Voici quelques exemples sur les conditions de travail des ouvrières:

— A Oran, des ouvrières embauchées à la saison par l'office des ports déchargent les camions, vident les chambres frigorifiques, travaillent assises à même le sol mouillé, parfois près de quinze heures par jour. Sans bottes, sans gants, sans blouse. Leurs mains sont rongées par la potasse et la saumure. Le salaire est misérable.

— Au complexe lainier de Tiaret: protection insuffisante contre les acides, les émanations dangereuses. Pas de combinaison de travail. Les gants en plastique fondent au contact de certains produits. Dans certains ateliers, on oblige les ouvrières à faire aussi fonction de femmes de ménage.

— A Alger, des ateliers de confection clandestins situés dans des caves d'immeubles: pas d'aération. Atmosphère bruyante et poussiéreuse. Les ouvrières sont payées minablement, à la pièce.

— A l'Unité Sonitex d'Aint-Temouchent, le temps de réalisation d'un article est passé de 58 secondes en 1976 à 32 secondes en 1981. On appelle ça «*la performance au féminin*» (!) (El-Moudjahid).

(4) Lénine, *Œuvres*, tome 4.

sation des travailleurs émigrés dans les foyers.

Un travail patient a donc commencé à être entrepris: des contacts réguliers avec les travailleurs combattifs pour casser l'isolement et les encourager à reprendre le travail d'organisation de leurs frères de classe que l'ampleur des problèmes dans les foyers rendait de plus en plus nécessaire; un travail d'information sur les luttes (bulletin, tracts...) et d'intervention quand la situation le permet.

Et c'est par cette continuité dans le travail de propagande et aussi parce qu'il a su répondre à temps à l'exigence des prolétaires pour la défense de leurs propres conditions de vie et de travail que le Regroupement a pu être un pôle d'attraction naturel pour les travailleurs sans-papiers désarmés devant l'offensive de l'Etat PS/PC (1): ceux-ci ont pu trouver dans ce petit noyau de militants combattifs un cadre organisationnel pour s'engager dans un mouvement de lutte de défense avec des orientations et des méthodes de lutte susceptibles d'être porteuses d'efficacité quant à l'aboutissement des revendications.

Ceci montre l'importance et la force des groupes de prolétaires -issus d'une lutte momentanément vaincue par les forces ennemies- qui essaient de maintenir un minimum de cohésion organisationnelle afin d'être à l'heure pour la prochaine vague de reprise.

Ces principes restent aussi vrais pour des groupes qui n'agissent pas directement sur le terrain de la lutte de défense économique mais qui agissent autour de questions aussi pressantes que la lutte contre la répression bourgeoise ou la lutte pour les libertés politiques, syndicales et culturelles. La situation de reflux qui caractérise le mouvement de masse en Algérie aujourd'hui ne doit pas entraîner l'extinction des divers comités de lutte qui ont vu le jour ça et là à Alger, Tizi, Béjaïa et ailleurs au lendemain du mouvement d'avril 1980. Bien au contraire, c'est dans ces moments de répit apparent que ces groupes peuvent combler les insuffisances et les limites de la dernière vague, qu'ils peuvent affûter leurs armes et renforcer leur cuirasse, en relation avec les masses, afin de pouvoir être la boussole orientatrice lors de la prochaine tempête, et d'éviter de ce fait à celles-ci, quand elles se mettent en mouvement, les écueils du marais opportuniste collaborationniste du PAGS et des différentes organisations soi-disant représentatives à la solde du FLN: UNJA, UGTA, UNFA...

(1) Le Regroupement a été dernièrement à l'initiative de la création d'un Comité de sans-papiers regroupant des centaines de travailleurs de différents foyers de Paris et de sa banlieue. Ce comité a déjà entrepris plusieurs rassemblements et manifestations et occupé les locaux d'une mairie pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers.

(suite de la page 11)

élémentaires ne cache le plus souvent que la réticence à faire sortir la lutte du «cabinet étroit» de l'intellectuelle. Les petites-bourgeoises bornées craignant pour leurs intérêts en seront peut-être effrayées mais les éléments sincères et combattifs y trouveront la nécessaire explication de la nature de leur oppression. Il s'agira donc de les amener à discerner derrière le «voile des coutumes enracinées», derrière les textes et les lois, les déclarations solennelles et les luttes déjà en cours: **la lutte des classes**. Il faudra attiser en elles la haine du bourgeois, du flic, du larbin.

5. La thèse grossière avancée par le féminisme est que les communistes-révolutionnaires seraient indifférents à l'oppression des femmes en Algérie. Dirigée en apparence contre un des principes du marxisme (il n'est de question féminine en dehors de la lutte de classes), elle est en réalité dirigée contre toute la doctrine du socialisme scientifique. En décourageant tout travail d'éducation politique (éveil au marxisme) elle laisse supposer que le système peut être rafistolé et qu'il s'agit simplement d'y faire admettre une «vision féminine» (à l'égal d'une «vision masculine»).

En Algérie, il est plus qu'urgent de propager les idées du vrai socialisme. Appeler à un mouvement des femmes «en général», mouvement censé unir toutes les femmes algériennes (cela suppose que cette union ne soit pas enfreinte par un travail politique), c'est refuser — en irresponsables — d'admettre que les cassures seront inévitables lorsqu'il faudra **agir** (et elles ont déjà eu lieu lorsqu'il a fallu passer à l'action). Celles qui protestent contre un travail allant au-delà de questions «purement féminines» (au nom de l'union «sacrée» des femmes) et qui prétendent que la radicalisation se fera un jour «spontanément», celles-là même obscurcissent les consciences en refusant d'élargir l'horizon de celles que leur oppression révolte et pousse à agir politiquement. C'est pourquoi une

Situation dans les quartiers à Roubaix

La situation des jeunes dans les quartiers ouvriers de Roubaix, dont beaucoup font partie de la « 2^e génération » d'immigrés, s'aggrave continuellement.

Qu'ils aient pris la nationalité française ou gardé celle de leurs parents, ces jeunes connaissent une situation matérielle terrible et sont pris dans l'engrenage école-chômage-répression. A Roubaix et dans les communes aux alentours toutes les municipalités sont socialistes et leur politique est bien connue : mépris et répression. Des centres sociaux misérables, souvent fermés aux heures où les jeunes sortent et qui n'ont de toute façon rien à proposer aux adolescents, l'absence complète de distraction et de lieu de rencontre autre que la rue... Lorsque la révolte gronde, on lâche alors quelques éducateurs pour la « prévention » c'est-à-dire pour contrôler les jeunes et leur prêcher la soumission.

Par contre dès qu'une activité échappe au contrôle on s'acharne à la

rendre difficile (l'affaire de l'école de la Limace Bleue, où le maire de Roubaix fait tout pour empêcher la présence de quelques jeunes immigrés dans l'école en est un exemple).

Mais le problème le plus brûlant est celui de la présence policière dans les quartiers qui s'est considérablement accentuée ces derniers mois (campagne de presse sur l'insécurité, les vols de voiture...). Certains quartiers sont aujourd'hui occupés par les CRS (appelés comme dans les Hauts Champs à Hem par le maire lui-même). Les brimades et les tabassages sont quotidiens : contrôles répétés de papiers, injures racistes. Les flics ont même tiré sur une voiture et passé à tabac une personne âgée : la terreur n'est pas seulement dirigée contre les jeunes. Au commissariat les interrogatoires musclés sont monnaie courante; un jeune a dû être hospitalisé après s'être jeté de la fenêtre du premier étage pour échapper aux coups.

Ces persécutions policières ont déjà provoqué quelques réactions spontanées (un car de flics a brûlé...) mais il est difficile de dépasser la réaction individuelle pour parvenir à s'organiser. De plus, les faits sont la plupart du temps cachés par la presse (qui reprend toujours la version des flics) et la plupart des organisations ne s'aventurent pas sur le terrain et font silence.

L'isolement des quartiers est donc très fort. Un travail de dénonciation est donc indispensable, mais il ne sera efficace que si on travaille en même temps à organiser un minimum de défense face aux exactions des flics.

Des affrontements ne manqueront pas de se produire dans les cités, mais pour constituer une force capable de résister durablement il faut travailler à développer les liens entre les groupes de jeunes des différents quartiers.

Defferre à Alger

La chasse aux sans papiers s'organise

La semaine d'«*amitié entre Marseille et Alger*», qui vient d'être inaugurée par le ministre français de l'Intérieur, a été une nouvelle occasion pour les bourgeoisies algérienne et française de resserrer leurs liens.

Tout en affirmant hypocritement, comme à leur habitude, leur intention d'œuvrer dans le sens de l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs émigrés (qui ne font qu'empirer), les deux parties ont pris parallèlement des mesures contre les travailleurs en situation irrégulière : «*La situation en France de nombreux ressortissants algériens en situation irrégulière a été étudiée de manière approfondie*» et les deux ministres de l'Intérieur «*sont convenus que cette situation était contraire aux intérêts des deux pays*» (*Le Monde* du 21 avril 1982).

«*La solution à ce problème*» qu'ils préconisent est déjà connue: ce sera celle de la répression, des expulsions et des renforcements des contrôles policiers aux deux frontières, dont feront les frais en premier lieu les tra-

vailleurs clandestins chassés de leur pays par le chômage et l'oppression, les travailleurs et militants combattifs mais aussi les travailleurs qui se rendent en France au simple titre de touristes et qui subissent tous les jours aux postes de douane les pires humiliations (fouilles corporelles, attentes interminables, interrogatoires, refoulements...)

Les accords passés en cette occasion entre les deux bourgeoisies dans le domaine de la circulation transfrontières, de la coopération entre les polices, en matière de sécurité civile et entre collectivités locales, montrent, s'il en est encore besoin, le caractère mensonger du discours soi-disant anti-impérialiste que nous sert quotidiennement la bourgeoisie dans ses journaux aux ordres, pour empêcher les masses d'avancer leurs revendications.

NON AU VERRUILLAGE DES FRONTIERES !

LIBERTE DE CIRCULATION HORS DES FRONTIERES !



الشيوعي

لسان الحزب الشيوعي الاممي

ابعاد ودروس انتفاضة الدار البيضاء



- موقفنا من حاكمة التيار الاسلامي في تونس
- نضال العمال بدون اوراق في فرنسا
- تضامنا مع نضال الطبقة العاملة البولنديه
- كيب ديقيد بعد موت السادات
- برنامج حزبنا

LISEZ

LE PROLETAIRE

bimensuel

PALESTINE: la révolte des masses exploitées

Un véritable soulèvement accompagné de grève générale et de manifestations quotidiennes secoue depuis la mi-mars la Cisjordanie et la bande de Gaza. Cette situation est l'aboutissement de plusieurs mois de tension: grève générale de la population du Golan contre les mesures d'annexion israélienne, grève de solidarité avec la population du Golan et mouvement de contestation à l'Université de Bir-Zeit, large sensibilisation et mobilisation contre le projet Sharon qui prévoit l'établissement de 160.000 nouveaux colons dans les territoires occupés dans les quatre prochaines années.



L'armée sioniste procède à la fermeture des ponts reliant la Cisjordanie à la rive orientale du Jourdain. Elle impose le couvre-feu et mitraille les masses révoltées dans les rues; elle ouvre les magasins par la force. Elle lâche ses chiens et ses milices enrégées pour réprimer et torturer à mort les ouvriers rentrant de leur travail. Cependant, malgré la répression barbare, malgré les milices armées jusqu'aux dents, malgré la mobilisation haineuse contre elles parmi les Israéliens, les masses de Cisjordanie ont déclenché la révolte avec leurs mains nues, ont construit des barricades sur les routes et ont affronté les balles avec des pierres et des bâtons. Elles ont étendu le feu de la résistance à toutes les villes et les villages de la Cisjordanie et particulièrement à Naplouse, Ramallah et El-Bireh.

Dans la masse de la population qui réagit aujourd'hui à l'oppression sioniste, les masses prolétariennes (55% de la population active sous la botte israélienne, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza est ouvrière), les paysans pauvres en voie d'expropriation rapide, la jeunesse scolarisée, qui semble fournir le contingent le plus actif des manifestants, qui est essentiellement de souche ouvrière et paysanne et qui forme et représente en fait une masse de chômeurs en puissance, n'ont pas d'autre issue que de combattre l'Etat sioniste.

Il n'est pas pour elles d'autre voie, comme le rappelle le magnifique héroïsme de leur révolte, que de combattre l'armée d'occupa-

tion qui quadrille et opprime la population arabe, que de combattre les discriminations subies dans le travail en Israël, les vexations perpétuelles des colons, situation qui ne finira qu'avec la destruction de l'Etat pied-noir d'Israël, mercenaire de l'impérialisme.

On pourrait se demander pourquoi un mouvement de masse aussi grandiose rencontre un silence prudent de la part de l'OLP. En réalité, pour elle, il ne s'agit que de faire la démonstration vis-à-vis d'Israël et surtout de ses maîtres impérialistes qu'elle est le seul interlocuteur valable, bref, il s'agit

de marchander la lutte des masses exploitées pour arriver à la constitution d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, solution qui suffit à contenter la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie palestiniennes, avides de jouir dès à présent des bienfaits du capitalisme, même en consentant un rabais de... 90% sur leurs revendications nationales.

Pour la classe ouvrière et les masses exploitées et pauvres, l'histoire a déjà montré que les élans de lutte contre le sionisme se sont heurtés non seulement à Israël mais aux Etats arabes en place, et qu'il n'y a pas de véritable émancipation sans destruction de toute la chaîne des Etats de la région. L'OLP le sait, les Etats arabes aussi. Aussi tous se méfient-ils de la mise en mouvement des masses exploitées palestiniennes et arabes, qui menace tout l'ordre établi.

L'OLP n'a pas lancé en l'occurrence un appel à la solidarité des masses exploitées arabes avec la révolte palestinienne en Cisjordanie. Elle ne le pouvait pas: elle a lancé un appel aux dirigeants des Etats arabes pour «soutenir les masses palestiniennes dans leur soulèvement» (*Le Monde* du 23 mars). Et qu'ont fait ces derniers? rien. Car ils ne peuvent rien faire d'autre que des prises des positions démagogiques ou des appels à l'impérialisme pour «modérer» Begin et négocier avec l'OLP.

En bref...

TUNISIE

Ces derniers mois ont été marqués par une recrudescence des grèves ouvrières notamment dans le secteur du textile. Dans une usine de Bizerte, 14 ouvriers ont été arrêtés à la suite d'une grève. Ils ont été condamnés à des peines de 2 à 9 mois de prison. Les 1000 ouvriers de l'usine ont décidé de continuer leur grève jusqu'à la libération de leurs camarades emprisonnés. Les ouvriers luttent notamment contre les pratiques d'intimidation qui sévissent dans l'usine, pour la réduction des cadences et le respect du droit de grève. Il faut noter que ces grèves se sont déroulées pour la plupart sans l'accord des bureaucrates de l'UGTT qui sont en train de négocier avec le gouvernement et les organismes patronaux sur le SMIG. On voit bien que le remplacement de la direction fantôme de l'UGTT par une direction soi-disant représentative ne signifie pas automatiquement que la classe ouvrière en sorte renforcée face à la bourgeoisie. La question qui reste posée en Tunisie est donc celle de l'organisation des détachements prolétariens les plus conscients sur des bases de classe en dehors de l'influence des agents de la collaboration de classes.

Par ailleurs, l'université de Tunis a été récemment le théâtre d'affrontements violents qui ont opposé des étudiants en grève aux bandes de «frères musulmans». Les «Patriotes-Démocrates» (tendance mao-stalinienne) ont réussi à canaliser la haine et la combativité des étudiants qui ressentent le besoin de riposter à la violence des «frères musulmans» par la violence organisée. Les forces de l'ordre ont pris prétexte de ces affrontements pour faire irruption dans l'université. La question immédiate posée est celle de la riposte à la répression et de l'organisation des étudiants indépendamment des structures de l'UGET officielle qui est contestée aujourd'hui par un nombre d'étudiants de plus en plus important.

IRAN

Bien que se réclamant hypocritement de l'insurrection de février 1979 qui a renversé le régime sanglant du Chah, le régime islamique de Khomeiny a usurpé dans la réalité la lutte héroïque des prolétaires et des masses paysannes et exploitées des minorités opprimées (Kurdes, Turkmènes, Baloutches, Azeris, Loures, Arabes...) pour reprendre et défendre l'héritage capitaliste de l'ancien régime. Le masque soi-disant «progressiste» et «anti-impérialiste» du régime islamique se désintègre chaque jour davantage sous

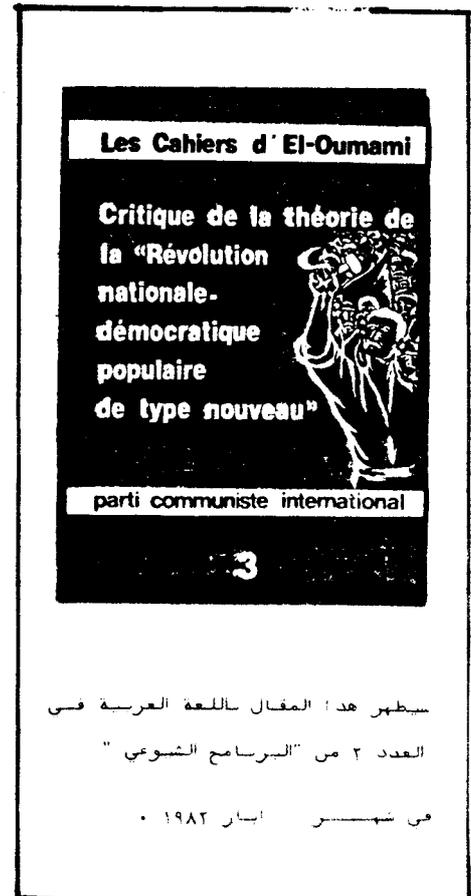
le flot du sang versé dans le cadre d'une répression sauvage : 7000 exécutions depuis juin 1981, 20 000 prisonniers politiques détenus dans des conditions atroces, 50 000 morts dans la guerre réactionnaire avec l'Irak, des milliers de morts au Kurdistan. A Strasbourg, il vient de se constituer un Comité de Solidarité Ouvrière Internationale contre la Répression en Iran (CSOIRI) qui édite un bulletin d'informations (Solidarité Internationaliste). A la suite d'interventions de commandos à la solde de Khomeiny contre des étudiants iraniens à Strasbourg, le Comité a résolument pris ses responsabilités en participant activement à la lutte et en contribuant à ce que la mobilisation se place sur le terrain de l'auto-défense et de la solidarité internationaliste. Pour prendre contact avec le Comité, il faut écrire à l'adresse : ZECCHINI, 7 avenue de la Forêt-Noire, 67 000 STRASBOURG

TURQUIE

38 militants du Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK) détenus à la prison de Diarkabir (Est de la Turquie) ont été exécutés le 21 mars dernier. Selon un témoignage, des militaires auraient fait irruption dans les salles 35 et 37 de la prison où se trouvaient une cinquantaine de détenus et, après avoir lancé des bombes lacrymogènes, auraient mitraillé les détenus du Parti Ouvrier Kurde. Par ailleurs, 7 détenus de la prison d'Elazig auraient été torturés à mort pour avoir protesté contre ce massacre. Ces faits viennent s'ajouter à d'autres et rallonger la liste des martyrs de la cause ouvrière dans le monde. Ils rappellent aux révolutionnaires du monde entier le devoir et l'urgence de la solidarité internationaliste avec les victimes de la répression bourgeoise en Turquie.

BELGIQUE

Le 11 février et le 18 mars derniers, les ouvriers sidérurgistes de Liège et Charleroi ont manifesté violemment à Bruxelles et envoyé plusieurs centaines de gendarmes à l'hôpital. Ces manifestations violentes ne sont que l'expression la plus visible d'une agitation ouvrière qui touche toute la Wallonie: grèves sauvages, blocages de routes et de voies ferrées, piquets volants, etc. se sont multipliés ces dernières semaines. En manifestant violemment leur refus de payer les frais de la crise capitaliste (le gouvernement belge a décidé de réduire les salaires de 3%), les ouvriers belges augurent bien du réveil du prolétariat européen!



سيظهر هذا المقال باللغة العربية في

العدد ٣ من "البرامج الشيوعي"

في شهر ايار ١٩٨٢ .



Brochure de janvier 1982:
— La lutte de classe en Pologne de 1976 à 1981.
— Les perspectives après le 13 décembre et les tâches des prolétaires et des militants révolutionnaires.

Commandes au Prolétaire,
20, rue Jean Bouton 75012
Paris. Prix: 6 F

el-oumami

L'Amicale frappe à Belfort

L'«Amicale des Algériens en Europe» semble revenir à ses vieilles méthodes dans le but de semer la peur dans les rangs des travailleurs émigrés. C'est ce qui se dégage en tous cas du récent incident qui a lieu le 28 mars dernier à la Maison du Peuple de Belfort au cours d'une réunion publique organisée par Ben Bella et ses partisans. Plusieurs dizaines de nervis de l'Amicale sont intervenus violemment à coups de barres de fer en scandant le nom de Boumediène et ont ainsi réussi à mettre un terme à la réunion, espérant en même temps décourager la présence des travailleurs émigrés à ce type de réunion.

L'Etat algérien prétend évidemment que l'action du commando de l'Amicale n'a pas été téléguidée par lui mais était une action spontanée de la part de «militants» algériens soucieux de sauvegarder le prestige de leur pays à l'étranger. Cela ne l'a pas empêché bien sûr d'intervenir auprès des autorités françaises dans le but de mettre un terme aux déclarations publiques de Ben Bella contre le régime, étant entendu que venant d'une personne aussi bien placée que Ben Bella, ces déclarations - sur la corruption qui ronge le régime notamment - ont valeur d'**aveux**. L'Etat algérien a même utilisé l'argument des gros contrats commerciaux pour «convaincre» le gouvernement français de faire taire

Ben Bella. Le Ministère français des Affaires Extérieures a finalement répondu positivement à la requête des autorités algériennes puisqu'il a rendu public un communiqué invitant Ben Bella à respecter le «devoir de réserve» en France.

Ce n'est pas notre objet de parler ici de la campagne publicitaire lancée par Ben Bella et ses partisans. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer que les travailleurs n'ont rien à attendre d'un charlatan comme Ben Bella qui, même s'il revenait au pouvoir avec son projet de «république islamique», ne fera pas mieux que ce qu'a fait et continue de faire en Iran Khomeiny (1). Nous reviendrons là-dessus une prochaine fois. Ceci dit, il nous semble important d'attirer l'attention de nos lecteurs dans l'émigration sur le fait que l'attaque du commando de l'Amicale n'est pas seulement une attaque contre les partisans de Ben Bella. S'il ne s'agissait que de cela, nous n'aurions pas éprouvé le besoin d'en parler. Dans la réalité, il s'agit d'une attaque contre une réunion où l'on dénonce publiquement devant des centaines de travailleurs le régime actuel en Algérie. C'est surtout cela que les officines du régime ne peuvent tolérer. Il nous faut donc nous attendre à ce que ce type d'attaques se multiplie pour viser sans discernement **tout groupe de travailleurs** cherchant à sensibiliser les

milieux de l'émigration sur les conséquences catastrophiques de la politique économique et sociale de l'Etat bourgeois en Algérie et sur la nécessaire mobilisation en vue de contribuer aux côtés de nos frères de classe restés au pays à la lutte contre le système des capitalistes, des profiteurs et des corrompus.

Il est inutile de rappeler qu'on n'a rien à attendre des autorités françaises qui fermeront les yeux à chaque fois que l'Amicale frappera mais qui montreront du zèle lorsqu'il s'agira de poursuivre et de faire taire les opposants algériens. La seule perspective réaliste pour ceux qui veulent se battre effectivement contre le régime algérien afin de lui arracher les libertés politiques et syndicales élémentaires consiste à se préparer dès aujourd'hui pour répondre coup pour coup aux attaques de l'Amicale. Les groupes de travailleurs et les comités qui existent dans l'émigration doivent apprendre à s'entraider et à coopérer - par delà leur diversité politique et idéologique - dans l'organisation des piquets de surveillance et la mise sur pied de services d'ordre efficaces au cours des réunions publiques, rassemblements, etc.

(1) voir l'article «les travailleurs n'ont rien à attendre de Ben Bella» dans *El-Oumami* n°14-février 1981

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

**Editions Programme, 20 rue Jean Bouton
75012 Paris.**

Numéro de commission paritaire en cours.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France - Europe Pli ouvert 40 FF
Pli fermé 80 FF

Algérie: équivalent de 30 DA en coupons-réponse
internationaux.

Directeur de la publication: Saro.

Imprimerie Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.